

Conjonct'AUURA

TPE-PME



Edito

En ce début d'année 2022, les défis ne manquent pas. La dernière vague du Covid impacte de nouveau fortement la restauration, le commerce, le tourisme et l'événementiel. En outre, notre économie reste confrontée à la hausse des prix (énergie, intrants, matières premières) alors que les chaînes d'approvisionnement restent perturbées. Enfin, les fortes tensions géopolitiques alourdissent le climat général.

Pourtant, même dans ce contexte, nous constatons que les perspectives d'activité restent favorables. La confiance a résisté et les entreprises maintiennent une position offensive, que ce soit en matière d'investissement, d'innovation ou de développement commercial. Il faut vraiment saluer la résilience des dirigeants économiques et de leurs équipes en Auvergne-Rhône-Alpes.

Enfin, la ressource humaine demeure un enjeu majeur. Le rapport au travail poursuit ses mutations. La tension sur le recrutement augmente. Souhaitons que cette année 2022, qui va être très politique, soit aussi l'occasion de continuer à progresser, tous ensemble, sur le sujet de l'emploi.

Philippe GUERAND

Président de la CCIR Auvergne-Rhône-Alpes.

Malgré un mois de janvier difficile, les perspectives restent bien orientées

2021 a bien marqué un redressement de l'activité des TPE-PME de la région : 57 % ont ainsi réalisé une progression de leur chiffre d'affaires - dont 31 % avec une hausse supérieure à 10 % - dans un contexte de hausse du coût des intrants, en partie répercutée sur les prix de vente.

La cinquième vague du Covid perturbe le climat des affaires. 30 % des TPE-PME se disent ainsi en activité réduite en janvier, principalement dans le commerce de détail, les cafés, hôtels, restaurants et dans l'événementiel. Dans ce contexte, 19 % des entreprises font face à des difficultés de trésorerie, soit une petite remontée de 2 points par rapport à juillet.

Les perspectives de chiffre d'affaires pour l'ensemble du 1^{er} semestre restent néanmoins favorables, portées notamment par le BTP, l'industrie et le tertiaire tourné vers les entreprises. Comme en juillet, 56 % des entreprises se disent confiantes dans la situation économique générale.

Les perspectives sont aussi bien orientées en matière d'investissement et d'emploi, avec toutefois deux difficultés :

- des recrutements de plus en plus difficiles ;
- des problèmes d'approvisionnement qui freinent le développement de 38 % des entreprises sachant que ces dernières s'attendent plutôt à ce que cela dure au-delà du 1^{er} semestre.



SOMMAIRE

L'ESSENTIEL	1
L'ACTIVITE / Bilan 2021.....	2
L'ACTIVITE / Perspectives	3
L'ACTIVITE / Leviers et freins	4
L'EMPLOI	5
L'INVESTISSEMENT	6

LE CHIFFRE MARQUANT :
Ce sont maintenant 49 % des TPE-PME qui rencontrent des difficultés de recrutement



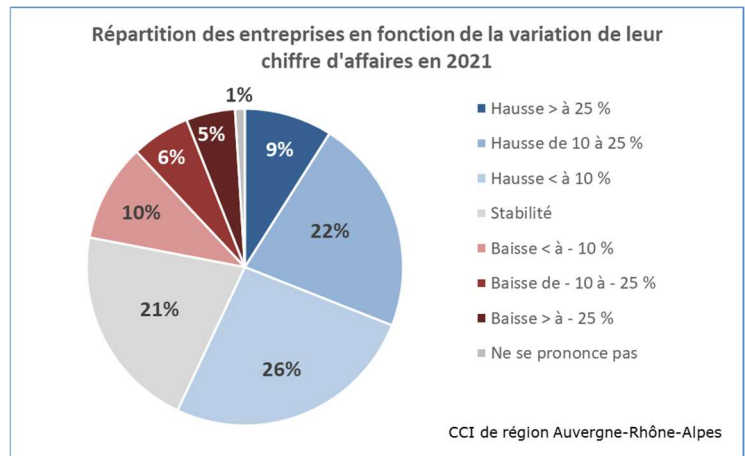
L'ACTIVITÉ / Bilan 2021 et situation actuelle

Hausse du chiffre d'affaires pour 57 % des TPE-PME en 2021

L'année 2021 s'est traduite par un **net redressement du chiffre d'affaires des TPE-PME** : 57 % ont ainsi enregistré une progression par rapport à une année 2020 marquée par le déclenchement de la crise sanitaire, dont 31 % avec une hausse de 10 % ou plus.

La part des entreprises en hausse est majoritaire dans tous les secteurs d'activité hormis dans le BTP où elle s'en approche. Elle atteint 59 % dans l'industrie, 60 % dans le commerce de détail et dépasse les 2/3 des répondants dans le tertiaire supérieur, le commerce de gros et pour les entreprises exportatrices.

Plus la taille des TPE-PME est importante, plus la part des entreprises en progression de chiffre d'affaires est forte : 46 % pour les TPE, 60 % pour les PME de 10 à 49 salariés et 68 % pour les plus de 50 salariés.



Cette progression des chiffres d'affaires intervient dans un contexte de hausse des prix. 88 % des répondants à l'enquête déclarent ainsi avoir enregistré des hausses de prix depuis l'été dernier pour leurs fournitures, matières premières, composants et prestations nécessaires à leur activité. 60 % qualifient ces hausses de fortes.

Avec la nouvelle vague de Covid qui a débuté en décembre et l'adaptation des protocoles sanitaires, **l'activité apparaît de nouveau perturbée pour certaines entreprises**. Globalement, tous secteurs confondus, **30 % des TPE-PME se disent ainsi en situation d'activité réduite** en ce début d'année 2022. La part des entreprises en activité réduite dépasse les 40 % dans le **commerce de détail et dans le transport** et les **50 % pour les cafés, hôtels, restaurants**. Nombre d'entre elles font état d'un mois de janvier morne. Des entreprises des centres urbains pâtissent notamment de la remontée du télétravail.

Quelques entreprises (2 %) sont en activité suspendue, principalement dans le secteur des cafés, hôtels, restaurants et de l'événementiel.

En revanche, alors que 9 % des TPE-PME ont bouclé leur année 2021 avec une progression de CA supérieure à + 25 %, en ce mois de janvier, **11 % des TPE-PME disent être en suractivité**. C'est dans le numérique, l'industrie, le commerce de gros et le BTP qu'elles sont les plus nombreuses. C'est aussi le cas pour les entreprises positionnées à l'export et pour les PME de plus de 50 salariés (19 % en suractivité).

La **situation de trésorerie marque une légère dégradation** par rapport à celle de juillet dernier : 16 % des TPE-PME se disent ainsi en situation difficile (+ 2 points) et 3 % en situation très difficile (inchangé).

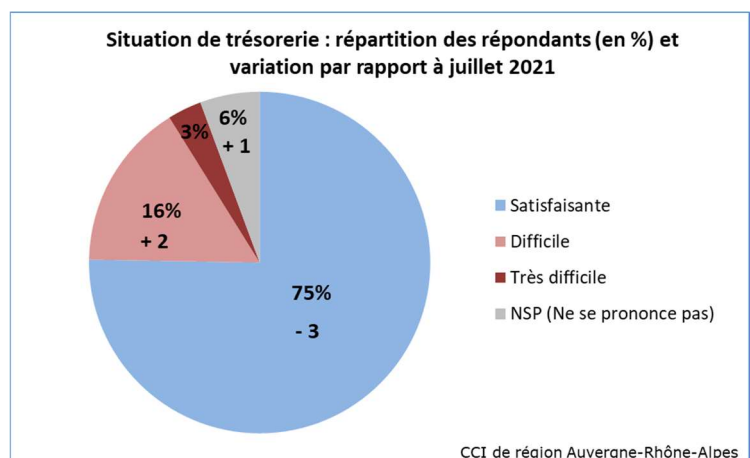
Ces difficultés touchent plus les activités impactées par les effets de la dernière vague du Covid : 25 % des commerces de détail disent rencontrer des difficultés et 40 % des cafés, hôtels, restaurants.

L'insuffisance de chiffre d'affaires est une cause de difficultés de trésorerie dans 2/3 des cas. La 2^e cause la plus fréquente est l'allongement des délais de règlement des clients mais elle est toutefois un peu moins fréquemment citée qu'en juillet.

17 % des entreprises en difficultés de trésorerie expliquent ces dernières par des problèmes de financement de la croissance de l'activité.

Selon le baromètre des freins au développement (voir p.3), les difficultés d'accès aux financements bancaires restent toutefois peu citées.

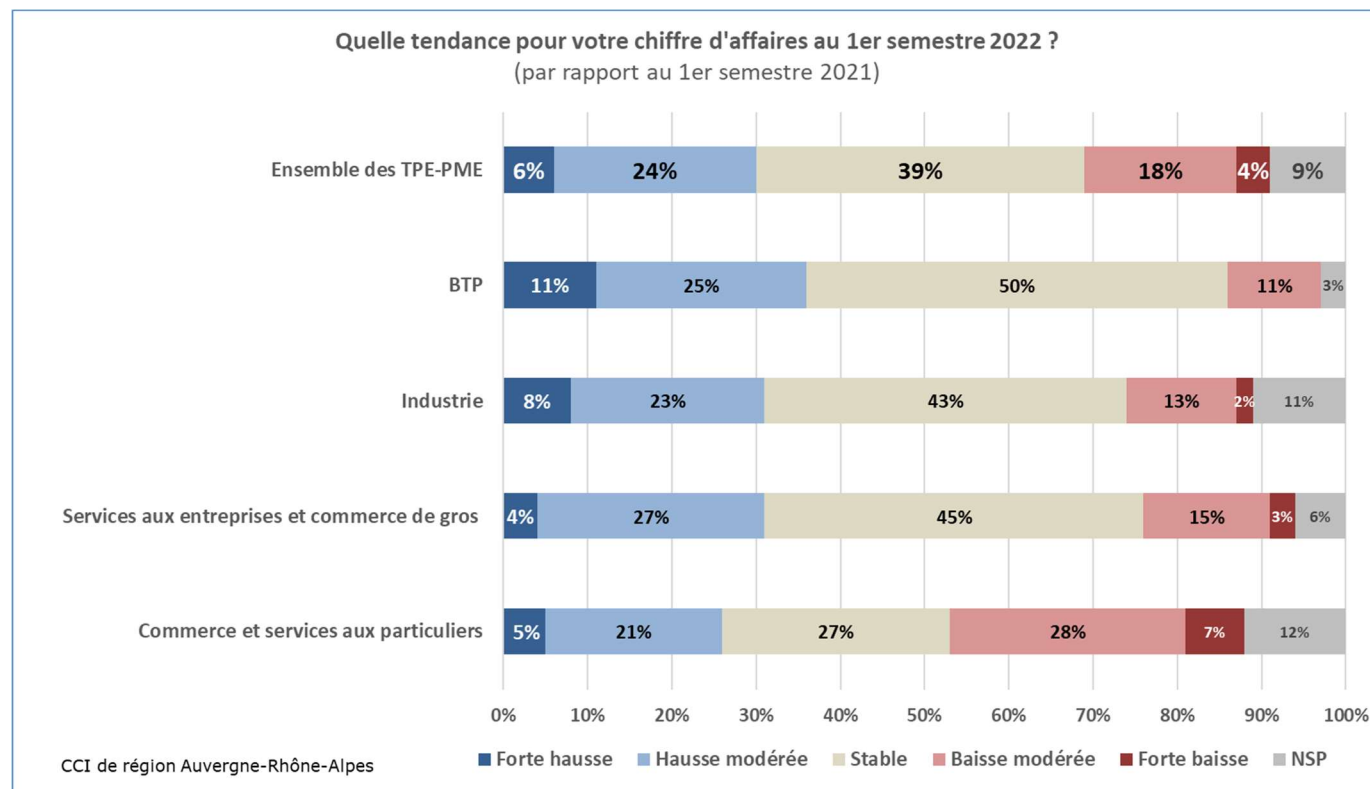
Certaines entreprises mentionnent aussi, parmi les causes des difficultés de trésorerie, d'une part la **hausse du coût de leurs approvisionnements**, et, d'autre part, la **nécessité de renforcer les stocks** du fait des retards de ces derniers.





L'ACTIVITÉ / Perspectives

Perspectives pour le 1^{er} semestre : la stabilité l'emporte



Dans ce contexte de début d'année, de nouveau perturbé par la crise sanitaire, ce sont les entreprises s'attendant à une stabilité du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre, par rapport au 1^{er} semestre 2021, qui sont les plus nombreuses (39 %). Cette situation se retrouve pour les différents grands secteurs d'activité (sauf pour le commerce et les services tournés vers les particuliers).

Ensuite, ce sont les entreprises s'attendant à une progression de chiffre d'affaires qui sont les plus nombreuses (30 %). Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » **reste ainsi positif à + 8**. Ce solde marque toutefois un recul de 15 points par rapport à celui enregistré en juillet dernier. Il est le mieux orienté dans le BTP (+ 25), l'industrie (+ 16), le tertiaire supérieur (+ 15) et pour les entreprises exportatrices (+ 21). Pour ces dernières, les perspectives sont toutefois meilleures pour leur CA global que pour le seul CA export.

Les perspectives sont moins favorables pour les commerces et les services tournés vers les particuliers, avec 35 % des entreprises qui s'attendent à une baisse de leur CA sur un an, et un solde « part en hausse » - « part en baisse » qui s'établit à - 9. Le solde tombe à - 18 pour le commerce de détail. Pour les cafés, hôtels, restaurants, il est positif à + 5.

Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est aussi négatif dans le transport/logistique à - 9.

Une **majorité des TPE-PME se dit confiante dans la situation économique générale** : 53 % sont plutôt confiantes et 3 % très confiantes. Les entreprises confiantes sont plus nombreuses que celles qui ne le sont pas pour tous les secteurs d'activité, même si l'écart est faible dans le commerce de détail et les cafés, hôtels, restaurants.

Cette part des entreprises confiantes dans la situation économique générale est **inchangée au niveau global par rapport à la situation de juillet dernier**. Mais, il y a eu toutefois des évolutions sectorielles : montée de la confiance dans le BTP et moindre confiance dans le tertiaire B to B et pour les PME de 50 salariés et plus.



L'ACTIVITÉ / Leviers et freins

Les TPE-PME face au défi RH

En ce début 2022, les TPE-PME de la région semblent mener **plus de projets de développement qu'en juillet dernier**. Parmi les leviers mobilisés par les entreprises sont ainsi plus fréquemment cités, la **conquête de nouveaux marchés en France**, **l'innovation produits/services ou encore la diversification d'activité et la modernisation** qui, toutes deux, enregistrent un bond de 10 points dans les citations. Dans ce contexte, le BTP apparaît comme un secteur particulièrement tourné vers la diversification et qui mise aussi sur des nouvelles compétences par recrutement/formation.

La conquête de nouveaux marchés à l'international connaît une certaine remontée à 13 % mais cela reste en deçà des niveaux d'avant-crise. 39 % des entreprises industrielles disent actionner ce levier. Pour les entreprises qui s'attendent à une croissance de leur CA à l'export au 1^{er} semestre, **l'Europe semble constituer le débouché le plus porteur** mais certaines entreprises citent aussi l'Asie puis les Etats-Unis.

La part des entreprises qui misent sur la **croissance externe** pour se développer progresse un peu, à 7 %.

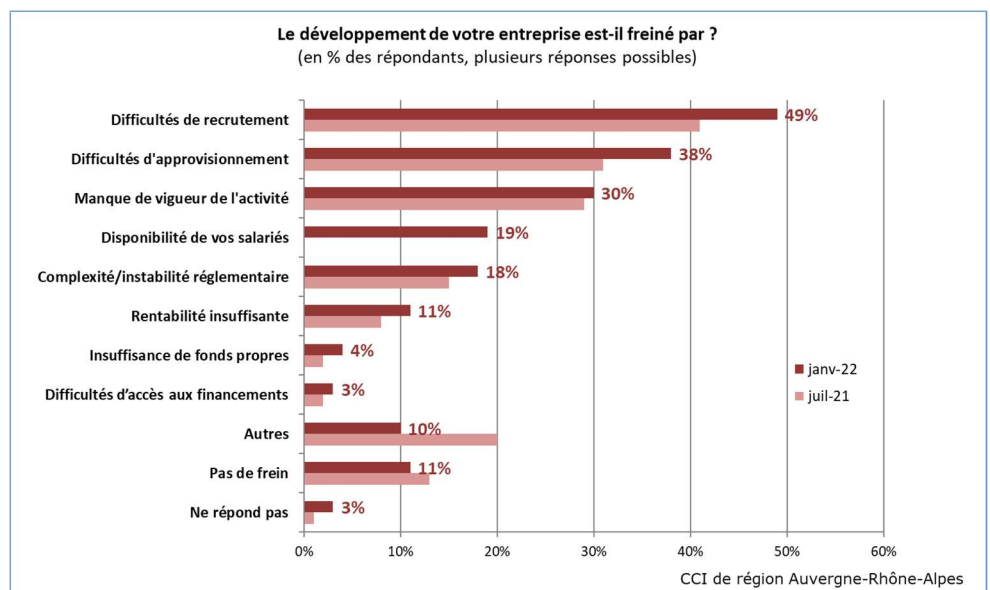
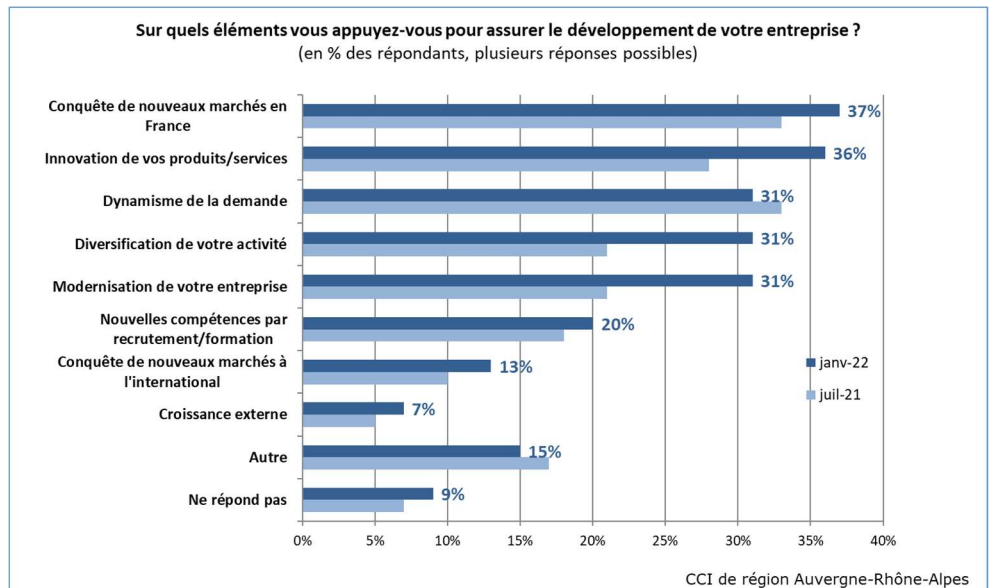
En matière de freins au développement, la dimension ressource humaine apparaît de plus en plus sensible.

La part des TPE-PME déclarant des **difficultés de recrutement** progresse **encore** pour atteindre près de 50 %. Elle est particulièrement élevée dans le BTP, le transport et dans l'hôtellerie-restauration. Dans le contexte de remontée des cas de Covid et de remise en place du télétravail, près d'une entreprise sur cinq dit aussi rencontrer des **problèmes de disponibilité de ses salariés**, les activités les plus touchées étant le BTP et les services.

38 % des TPE-PME déclarent que leur développement est freiné par des **difficultés d'approvisionnement**. C'est le 2^e frein le plus fréquent, qui touche le plus l'industrie (58 %) et le BTP (47 %) mais aussi un commerce de détail sur trois. Parmi les entreprises concernées par ces difficultés, **plus d'une sur deux s'attend à ce que cette situation dure au moins jusqu'au 2^e semestre** et 21 % ne sont pas en situation de se prononcer.

La part des entreprises disant être freinées par la complexité ou l'instabilité réglementaire remonte de quelques points à 18 %.

C'est aussi le cas pour **l'insuffisance de rentabilité à 11%** dans un contexte de hausse des prix.





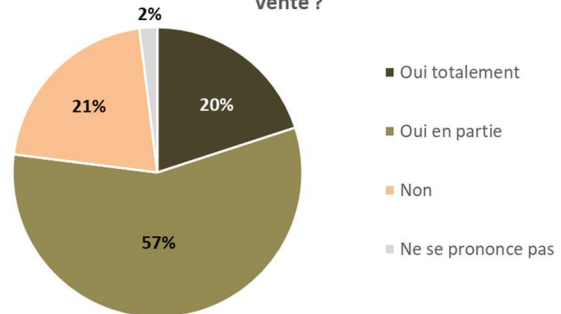
L'ACTIVITÉ / Leviers et freins

Parmi les 88 % de TPE-PME qui ont subi des hausses de prix sur leurs matières premières ou autres intrants depuis l'été, seuls 20 % déclarent que ces hausses sont totalement répercutées sur les prix de vente.

Pour la même proportion des répondants, ces hausses de prix ne sont pas répercutées pour l'instant. Dans l'industrie, cette part se situe en dessous de 10 %.

Pour une assez large majorité, les hausses de prix sur les fournitures, matières premières, composants et prestations nécessaires à l'activité ne sont donc répercutées qu'en partie sur les prix de vente. **Il est donc logique que la rentabilité se dégrade** pour certaines entreprises.

La hausse des prix des fournitures, matières premières, composants, prestations est-elle répercutée sur les prix de vente ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes



L'EMPLOI

L'emploi reste dynamique

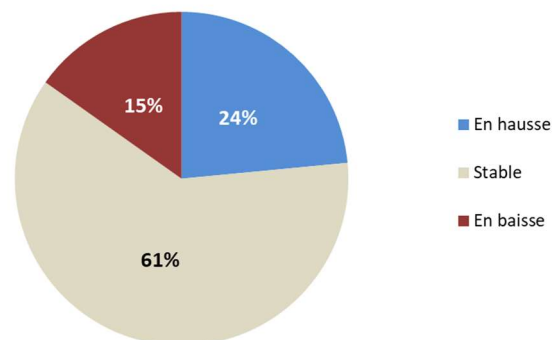
Près d'une TPE-PME sur quatre a connu une croissance de son effectif salarié permanent au cours de l'année 2021. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » est **positif à + 9**. C'est dans le tertiaire tourné vers les entreprises (notamment le numérique et le commerce de gros), dans l'industrie et dans les PME de 50 salariés et plus que ce solde est le plus élevé.

Il est à l'équilibre dans le BTP et négatif dans le transport/logistique et pour les cafés, hôtels et restaurants.

La tendance au développement de l'emploi devrait se poursuivre au 2^e semestre avec les 2/3 des entreprises qui annoncent une stabilité de l'effectif et toujours 1/4 qui compte l'augmenter. Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » (+ 19) se replie un peu en six mois mais reste à un niveau élevé.

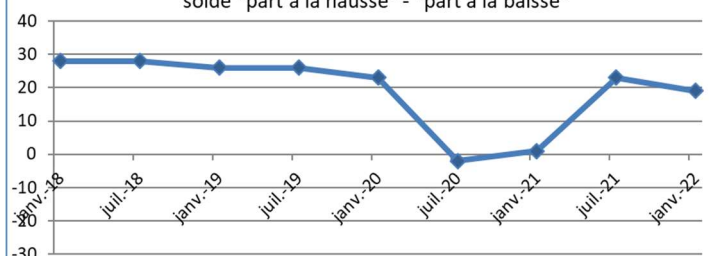
C'est toujours le cas dans l'industrie, le tertiaire tourné vers les entreprises et les PME de 50 salariés et plus. Le BTP est aussi très bien orienté pour ce 2^e semestre.

Par rapport à janvier 2021, votre effectif salarié (hors intérim) est ?



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Comment va évoluer l'effectif salarié (hors intérim) de l'entreprise au cours du semestre
solde "part à la hausse" - "part à la baisse"



CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes



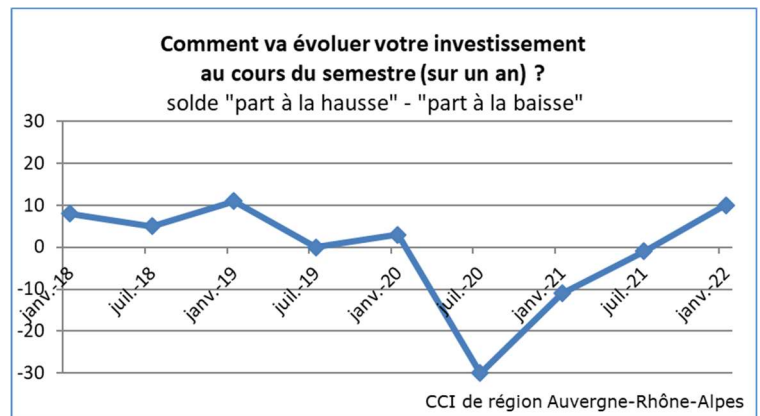
L'INVESTISSEMENT

De bonnes perspectives pour l'investissement

Au 2^e semestre 2021, 78 % des TPE-PME qui avaient des projets d'investissement les ont réalisés, au moins en partie, soit une part sensiblement supérieure à celle du 2^e semestre 2020.

Pour les entreprises qui ont dû renoncer aux investissements prévus ou les réduire, c'est le plus fréquemment pour un manque de visibilité, puis pour des problèmes d'approvisionnement, et ensuite pour des questions de financement.

Les perspectives pour le 2^e semestre sont bien orientées avec **20 % des TPE-PME qui comptent accroître** leur investissement et 55 % qui le stabilisent.



Le solde « part des entreprises en hausse » - « part des entreprises en baisse » poursuit sa remontée pour **s'établir à + 10 soit au niveau de janvier 2019**. L'orientation est la plus favorable dans l'industrie, le commerce de gros et le transport/logistique. Elle l'est aussi dans le commerce de détail avec un niveau élevé de projets de modernisation. Dans les commentaires des panélistes, il apparaît que le **climat des affaires sera déterminant pour la concrétisation de ces projets d'investissement**.

Pour terminer cette enquête de janvier, une question ouverte portait sur les **attentes de soutien des pouvoirs publics**. Certaines entreprises, qui sont encore fortement touchées par les effets de la crise sanitaire, attirent l'attention sur la nécessité de **maintenir des soutiens face à la sous-activité**, notamment grâce au chômage partiel ou à l'allongement du remboursement des PGE.

Mais, les attentes les plus fréquemment exprimées sont relatives à une **baisse des impôts et charges**, notamment pour **pouvoir augmenter les salaires** afin de renforcer l'attractivité des emplois. Cette attente se double parfois d'une **forte demande de simplification**.

La dimension RH est aussi bien présente avec des souhaits d'appui pour le développement de l'emploi, qu'il s'agisse de **politiques d'incitation au travail**, de renforcement de la **formation des jeunes** ou bien encore de **soutien en matière de recrutement**.



MÉTHODOLOGIE

Les résultats présentés sont issus d'une enquête semestrielle réalisée du 5 au 25 janvier 2022 par les CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes auprès d'un panel d'entreprises représentatives du tissu régional de TPE-PME de l'industrie, du BTP, du commerce et des services. 372 réponses ont été exploitées. Le traitement et l'analyse des réponses sont effectués par la direction Etudes et Information Economique de la CCI de région.

Cette analyse de la conjoncture régionale pour les TPE-PME est possible grâce à la participation volontaire d'entreprises aux enquêtes semestrielles. Si votre entreprise est disposée à contribuer à ces enquêtes pour donner votre perception du climat des affaires et exprimer vos attentes, nous vous remercions de contacter :

T. 04 72 11 43 53 - p.berat@auvergne-rhone-alpes.cci.fr



Retrouvez toute l'information économique des CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes sur :

www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

/rubrique Economie et Territoire